

REPUBLICQUE DU SENEGAL

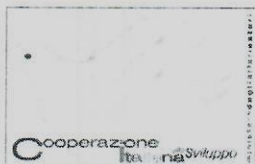
Un Peuple – Un But – Une Foi



**MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA SECURITE
ALIMENTAIRE, DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ,
DE LA MICRO FINANCE ET DE LA PETITE ENFANCE**



**PROJET DE LUTTE CONTRE LA TRAITE ET
LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS**



**REALISATIONS DE
2009 ET PERSPECTIVES
DE 2010**

INTRODUCTION

Créé depuis le 31 juillet 2000 et institué par arrêté n°000430 du 01 /02 / 2007 sous l'initiative du Ministère de la Femme, de la Famille, du Développement Social et de l'Entrepreneuriat Féminin, le Projet de Lutte Contre la Traite et les Pires Formes de Travail des Enfants est le fruit de la coopération tripartite entre les Gouvernements du Sénégal et d'Italie et l'Unicef. Il s'inscrit dans le cadre global de la politique de protection des droits de l'enfant.

Avec l'achèvement de la 1ère phase en 2006, les parties ont souhaité confirmer leur engagement dans la poursuite des grands objectifs de protection de l'enfance au Sénégal, tout en apportant quelques améliorations aux dispositifs opérationnel et financier du Projet.

La deuxième phase 2008 – 2010 s'inscrit dans le cadre global de la politique de Protection sociale des enfants, particulièrement de l'élimination des pires formes de travail des enfants conformément aux conventions 138 et 182 de l'OIT ratifiées par le Sénégal.

Les grandes orientations stratégiques de la 2ème phase du Projet se fondent sur l'exigence de :

- consolider les acquis et les bonnes pratiques de la 1ère phase ;
- passer à l'échelle des actions directes avec l'intensification du modèle d'intervention basé sur les résultats par la mise en place d'un fonds d'appui aux initiatives locales promues par les ODB et CTS et constituant des actions directes en faveur des enfants et familles vulnérables ;
- améliorer les dispositifs opérationnels et financiers et divulguer les procédures d'accès aux ressources financières du Projet, en encourageant la responsabilisation de tous les acteurs et la transparence ;

- prendre en compte l'évolution du contexte national marqué par l'émergence du phénomène de la traite des enfants et les préoccupations de lutte contre la pauvreté.

Ainsi, le Projet compte apporter une contribution décisive à la réduction de la vulnérabilité des enfants issus des couches les plus pauvres de la population sénégalaise et qui vivent ou pourraient vivre les pires situations d'exploitation et d'exclusion.

Le Ministère de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entreprenariat Féminin, de la Micro Finance et de la Petite Enfance est le département de tutelle pour la mise en œuvre du Projet. Comme structure d'exécution, une Coordination Nationale a été mise en place pour assurer la coordination de l'ensemble des interventions du Projet aux niveaux central et local.

A cet effet, il établit la liaison avec tous les intervenants institutionnels comme non institutionnels intervenant sur la question de l'enfance dans les zones d'interventions du Projet.

RAPPEL DES ELEMENTS STRUCTURANTS DU PROJET

✓ Objectif global

Contribuer à la protection des enfants les plus vulnérables, à travers le soutien à la réalisation d'initiatives locales de lutte contre la traite, la mendicité, l'exploitation sexuelle des mineurs et le travail domestique précoce, en cohérence avec la Stratégie de la Réduction de la Pauvreté, ainsi qu'avec les politiques nationales de décentralisation.

✓ Objectif spécifique

Appuyer les actions des structures gouvernementales (Ministères chargés de l'Enfance, de la Justice, de l'Intérieur, du Travail, de l'Education, du Tourisme, des Collectivités Locales etc..) et soutenir, dans les départements ciblés, les Odb et les CTS dans l'identification, la mise en œuvre et le suivi d'initiatives locales, de lutte contre la Traite et les PFTE.

➤ **Les résultats escomptés**

RESULTATS N°1

Les structures gouvernementales des Ministères chargés de l'Enfance, de la Justice, de l'Intérieur, du Travail, du Tourisme, des Collectivités Locales, etc. auront mis en œuvre des plans d'action contre la mendicité, l'exploitation sexuelle des mineurs et le travail domestique précoce suivant leurs mandats et leurs programmations respectives.

RESULTAT N°2

Dans les Départements ciblés, les Odb et les CTS auront eu accès aux ressources financières du Fonds nécessaires pour la mise en œuvre des initiatives locales de lutte contre les phénomènes de traite, de mendicité, d'exploitation sexuelle des mineurs et du travail domestique précoce.

RESULTAT N°3

A travers les plans d'action des structures publiques, un certain nombre d'enfants vulnérables auront été protégés dans leurs droits et auront eu la facilité d'accéder aux services publics essentiels d'éducation, de santé et de réinsertion familiale et sociale.

RESULTAT N°4

Dans les Départements ciblés, à travers les microprojets des Odb et des CTS, un certain nombre d'enfants appartenant à des familles vulnérables (femmes mineures chefs de famille, etc..) auront été appuyés pour leur réinsertion familiale, leur accès à l'école et aux services essentiels de base.

REALISATIONS 2009

COMPOSANTE 1 : Renforcement des capacités des structures gouvernementales et acteurs locaux

- 09 plans d'action départementaux de lutte contre la mendicité, la traite, les abus et exploitations sexuels et le travail domestique précoce financés;
- Mise en place de trois (3) nouveaux Comités Techniques de Suivi (Kaolack, Nioro et Kolda) ;
- Renforcement des capacités de douze (12) Comités Techniques de Suivi (ordinateurs, imprimantes, photocopieuses, onduleurs, connexion internet, consommables informatiques, motos et carburant) ;
- Un forum de sensibilisation organisé sur le thème : **Accès et maintien des filles à l'école, une alternative contre le travail domestique précoce** ;
- Elaboration et validation du Plan d'actions stratégique pour *l'alphabétisation et la protection des enfants mendiants et/ou non scolarisés au Sénégal* ;
- Elaboration et validation du Plan d'action opérationnel du *Plan d'actions stratégique pour l'alphabétisation et la protection des enfants mendiants et/ou non scolarisés au Sénégal* ;
- Recrutement d'un consultant pour l'accompagnement du processus de planification stratégique du projet pilote de protection sociale des enfants vulnérables ;
- Mise en place de trois (3) projets pilotes de protection sociale des enfants vulnérables, avec le développement de cash transfert monétaire aux familles vulnérables (Guédiawaye, Ziguinchor et Kolda);
- Organisation de quatre (04) sessions de formation des promoteurs en gestion de projets sociaux ;
- Formation des agents de la Coordination Nationale et les points focaux des CTS en gestion de projets ;
- Formation des agents de la Coordination Nationale et les points focaux des CTS en management et leadership ;
- Réalisations de quatre (04) missions de suivi et de recadrage des première, deuxième, troisième et quatrième générations de microprojets ;
- Production de supports de communication (.....) ;
- Organisation d'un atelier régional de capitalisation des bonnes pratiques sur le retrait et la réinsertion des enfants de la rue (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Mali, Niger et Sénégal) ;
- Organisation d'un atelier de mise en réseautage des acteurs intervenants dans le domaine de la protection sociale dans les départements de Guédiawaye, Ziguinchor et Kolda ;
- Participation à la réunion de la Commission du développement social des Nations Unies sur la protection sociale des groupes vulnérables (New-York, février 2009) ;
- Participation à l'élaboration et à la validation de la politique régionale de protection et d'assistance aux victimes de traite de personnes, en particulier des femmes et des enfants, en Afrique de l'Ouest (CEDEAO, Abuja et Accra) ;
- Participation à l'élaboration de la politique régionale d'appui, de protection et d'assistance aux témoins de traite des personnes en Afrique de l'Ouest (CEDEAO, Abuja) ;
- Participation à l'atelier de formation régional pour une compréhension commune de la traite des personnes dans un contexte de flux migratoires en Afrique de l'Ouest.

NB :

Il est prévu au mois de décembre 2009 l'organisation d'un atelier de sensibilisation entre acteurs de la coopération décentralisée (Italie-Sénégal) sur la traite et les pires formes de travail des enfants.

OMPOSANTE 2 : Appui aux initiatives locales de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants

- Financement de 43 microprojets répartis comme suit :

CTS	Nom	INTITULE DMP	PROMOTEURS			AXE D'INTERVENTION	MONTANT SOLLICITE	OBSERVATIONS
			PERSONNE MORALE	Téléphone	Localisation			
DAKAR	1. En da Graf	Retour au village	Ousmane TALL	77 523 30 08	Ndiobène Tallène (Kaolack)	Prévention réinsertion	4 871 500	1 ^e génération
	2. Ser vice Départemental de l'Action Sociale	Par la famille, pour l'enfant	Mme Ndir	77 447 28 99	Département de Dakar	Prévention - Protection	5 800 000	1 ^e génération
	3. ON G RABEC	Programme de lutte contre l'enfance en rupture	Yousseph a Badji	77 551 15 16	Commune de Biscuiterie - Dakar	Prévention réinsertion	5.332.000	2 ^e génération
	4. CE GID	Projet de lutte contre les abus et l'exploitation sexuelle des enfants	Serigne Mor Mbaye	33 864 05 49	Commune d'arrondissement de Grand Yoff	Prévention - Protection	5 620 000	2 ^e génération
	5. Co mplexe socio communautaire de Hann Bel Air	Projet d'appui aux enfants défavorisés	Ousseynou Mbodji	77 516 16 64	Commune d'arrondissement de Hann Bel Air	Prévention - Protection Retrait/réinsertion	5.400.000	2 ^e génération
	6. Fé dération départementale des GPF de Dakar	Assistance aux jeunes exposés aux pires formes de travail	Mme Sarata DIATTA	77 525 26 20	Ouakam Ngor Yoff	Retrait/réinsertion	5.000.000	3 ^e génération
	7. Ce ntre GINDDI	Création d'un atelier de sérigraphie pour enfants vulnérables	Sarata Diallo		Front de terre	Prévention /réinsertion	6 000 000	3 ^e génération
PIKINE	8. As sociation pour la Promotion des Populations (PROMO POP)	Projet de Réduction de la Vulnérabilité des Enfants en Banlieue (REVE)	Santhiou NDIAYE	77-309-16-57 77-654-97-17	Commune d'Arrondissement de Tivaouane-Diacksao	Prévention /réinsertion	5.297.775	2 ^e génération
	9. Ser vice Départemental de l'Action	Pour le bien être de l'enfant				Prévention /Protection	5 400 000	3 ^e génération

	Sociale							
	10. Act ion Enfance Sénégal	Fagaru : fank noteel si xaleyi	Gorgui Diallo	77 570 24 36	C.A. de Diamaguène Sicap Mbao -Quartier Darou Rahmane	Retrait/réi nsertion	4 330 000	3 ^e génération
	11. As sociation Book Diom Des Récupéra teurs De Mbeubeu ss	Retrait/réinsertion des enfants de la décharge de Mbeubeuss	Papa Mar Diallo	77 528 86 81	Maison communauta ire Mbeubeuss Montagne de la Commune de Malika	Retrait/réi nsertion	5 400 000	3 ^e génération
GUEDI A- WAYE	12. En da Inter mondes	Réinsertion du daara de Babacar Niang dans son village d'origine	Babacar Niang	77 431 88 51	Niahène (Kaffrine)	Retrait/réi nsertion	6 000 000	1 ^e génération
	13. Mo uvement Action Santé	Lutte contre la mendicité des enfants talibés	Amadou Sougou	77 531 73 18	Commune d'Arrondisse ment de Wakhinane Nimzatt	Retrait/Ré insertion	5 979 000	2 ^e génération
RUFIS QUE	14. GI E Bokk Liggëy de Diokoul	Projet de transformation de fruits et légumes	Adja Yacine Touré	77 501 30 81	Rufisque ouest	Prévention - Protection	5 400 000	1 ^e génération
	15. GI E Mën Takku Liggëy	Projet d'initiation d'activités agricoles	Kène Ndiaye	77 536 17 10	Diamniadio	Prévention - Protection	5 400 000	1 ^e génération
MBOU R	16. As sociation pour la Sauvegar de et la Protectio n de l'Enfance	Sukali Njabott	Awa Ly	77 653 07 32	Département de Mbour	Prévention - Protection	5 548 500	1 ^e génération
	17. As sociation des Femmes de Joal Fadiouth pour la Protectio n de l'Enfant	Protection des enfants contre les AESE	Ndeye Kanny Cissé	76 586 44 32	Commune de Joal Fadiouth	Retrait/Ré insertion	5 400 000	1 ^e génération
	18. As	Projet de création	Maria Pia	77 564 28	Commune de	Prévention	5 756 846	1 ^e

MBOUR	sociation Mbouroise d'Assistance à la Femme et à l'Enfance	d'une cantine scolaire pour jeunes lycéens issus du milieu rural	Diouf	8	Mbour	- Protection		génération
	19. Association « Maison Douce »	Assistance et réinsertion d'enfants démunis et abusés sexuellement	Sophie CAMARA	77 646 95 61	Warang	Prévention et protection	5 400 000	2 ^e génération
	20. CD EPSCOFI	Protection des filles contre les pires formes de travail et abus sexuel pour leur maintien à l'école	Mme NDAO née Aissatou TRAORE	77 589 25 19	Département de MBOUR	Prévention et protection	5 334 336	2 ^e génération
	21. Garderie d'enfants Elisabeth DIOUF	Assistance aux enfants démunis	Mme Fatou GUEYE Ndiakhate	77 632 57 80	Commune de Mbour	Prévention et protection	1 796 744	2 ^e génération
	22. Association Nationale des Eglises des Assemblées de Dieu du Sénégal	Projet de renforcement de capacité et de protection pour la lutte contre les abus sexuels des jeunes filles mineures et domestiques de maison	Kouda Maxime	77.558.21 .85 / 33.957.38 .77	Communauté rurale de Ndiagagniao, village de Thiandème	Prévention - Protection et réinsertion	5 400 000	2 ^e génération
LOUGA	23. Institut islamique de Coki	Embouche bovine	Mohamadu Fadel LO	77 632 36 46	Village de Coki	Prévention - Protection	5 358 600	1 ^e génération
	24. Union Islamique pour l'Education et le Secours	Exploitation d'une unité de transformation de céréales pour l'auto suffisance alimentaire des talibés	Mouhamadou Lamine SALL	77 638 23 82	Commune de Louga ; quartier Santhiaba Nord	Prévention - Protection	5.400.000	3 ^e génération
ST-LOUIS	25. Association du Mouvement Humaniste de St Louis	Cellule Milieu Daara	Mamadou Gueye	76 594 19 25	Médina course St louis	Prévention - Protection	5 400 000	1 ^e génération

ST-LOUIS	26. Claire Enfance	Pape Demba Fall	Projet de Prise en charge et accompagnement des enfants issus de familles vulnérables	776451701	Département de St louis	Retrait/Réinsertion	4 500 000	1 ^e génération
	27. Action Femme Enfant	Formation qualifiante	Maodo DIAGNE	33 960 0810	Pikine-St Louis	Prévention - Protection	3 964 040	2 ^e génération
	28. Coordination régionale de l'Action Educative en Milieu Ouvert de Saint Louis	Initiatives pour la Réduction de la vulnérabilité des familles et la protection des enfants vulnérables	Moussa Diop	33 961 1657	Quartiers Darou, Guinaw Rail, Guet Ndar	Prévention - Protection	5.400.000	3 ^e génération
FATICK	29. Femme Enfant Environnement	Projet de Prise en charge et accompagnement des enfants issus de familles vulnérables	Mariama Ndiaffé Ndiaye	77 612 1951	Fatick commune	Prévention - Protection	6 000 000	1 ^e génération
	30. Association des Usagers du Forage de Diofior	Projet de Formation et d'Insertion des filles	Moustapha FAYE	77-631-11-68	Diofior (Fatick)	Prévention - Protection et Réinsertion	5 400 000	2 ^e génération
	31. Union Communale des Groupements de Promotion Féminine	Projet de Formation des jeunes filles aux techniques de teinture, couture et de sensibilisation des femmes adultes	Oulimata DIENE	77-376-65-41	Commune de Fatick	Prévention - Protection et Réinsertion	5 400 000	2 ^e génération
FATICK	32. CD EPSCOFI	Maintenir des jeunes filles à l'école	Henriette NGOM	77 557 2288	Niakhar-Fimela (Fatick)	Prévention - Protection	5 400 000	2 ^e génération
	33. 13. Association des Enfants et Jeunes Travailleurs de Fatick	Défense contre le travail précoce des jeunes filles	Khady Niane	77 557 2288	Commune de Fatick	Prévention - Protection et Réinsertion	5 400 000	2 ^e génération
	34. GI E Diamagu	Stoppons le Travail Domestique des Jeunes Filles	Dieynaba Sène		Communauté Rurale de Ngayokhème,	Prévention - Retrait/réinsertion	5.400.000	3 ^e génération

	ène				Arrondisse ment Niakhar	nsertion		
	35. CF IE	Projet d'impulsion des filles de Niakhar	Alimatou Faye	77 612 22 22	Arrondisse ment de Niakhar	Prévention - Retrait/réi nsertion	5.400.000	3 ^e génération
	36. Ser vice Départe mental de l'Action Sociale de Fatick	Ensemble, protégeons, LES	Aminata Coly Bodian		Département de Fatick	Prévention - Protection	5.400.000	3 ^e génération
	37. ON G DEEF LENG	Réinsertion Socio - Professionnelle des Domestiques de Dakar Ressortissantes du Département De Fatick	Koumakh Diouf		Niakhar et DIOUROUP	Prévention - Retrait/réi nsertion	5.400.000	3 ^e génération
ZIGUIN -CHOR	38. Ce ntre de Promotio n et de Réinserti on Sociale de Ziguinch or (CPRS	Projet d'appui aux familles démunies de la Commune de Ziguinchor	Madame MBODJ	33 991 10 28 77 652 29 42	Commune de Ziguinchor	Prévention - Protection et réinsertio n	6.000.000	2 ^e génération
	39. As sociation pour le Développ ement et la Promotio n de la Femme et de l'Enfant (ADPFE)	Prévention et la prise en charge éducative, nutritionnelle et médicale des enfants âgés entre 03 et 06 ans à travers quatre écoles maternelles communautaires	Magaye GAYE	77 522 64 80	Commune de Ziguinchor	Prévention - Protection et réinsertio n	5.399.925	2 ^e génération
	40. As sociation Notre Dame de l'Espéran ce	Promotion du droit à l'Education des enfants déshérités	Madame Esperance Oudang NDEKY	77 223 96 07	Commune de Ziguinchor	Prévention - Protection	6.000.000	2 ^e génération
ZIGUIN -CHOR	41. En da Jeunesse Action de Ziguinch or	Appui aux initiatives de l'Association des Enfants et Jeunes Travailleur (AEJT) dans quatre (04) quartiers périphériques de Ziguinchor, à Niaguis et à Enampor	Pierre Philippe MANDEF	33 991 14 07 77 636 96 88	Département de Ziguinchor	Prévention - Protection	5 395 950	2 ^e génération
	42. Ce ntre de Sauvegar de de Kandé	Contribution à l'accès, au maintien et à l'éducation de base au centre de Sauvegarde Kandé	Emile Diémé	99 991 12 24	Commune de Ziguinchor	Prévention - Protection	6 000 000	3 ^e génération

		des jeunes filles						
	43. Afr ique Enjeux	Projet de construction d'un centre polyvalent pour la Formation et la Réinsertion des Jeunes Travailleuses de la C.R. d'Adéane	Aliou Demba Kébè	77 649 77 16	Sindone et Baghagha/C ommunauté rurale d'Adéane/Zig uinchor	Prévention - Retrait/réi nserction	6.000.000	3 ^e génération
TOTAL	43 DMP						222 468 472 CFA	

- Appui financier à 140 Organisations Communautaires de Base.
- Appui financier à 130 familles vulnérables dans les départements de Guédiawaye, Pikine, Rufisque, Dakar, Ziguinchor, Kolda, Kaolack, Fatick, Mbour, Nioro, Saint-Louis, Louga, Mbacké ;
- Appui financier à l'Association GRAVE pour la prise en charge médicale et psychosociale d'enfants victimes de viol ;
- 52 enfants victimes d'Abus et exploitation sexuels sont appuyés dans la prise en charge médicale et psychosociale (Kaolack, St Louis, Fatick, Dakar, Pikine, Guédiawaye, Mbour et Ziguinchor) ;

CONTRAINTES :

- ✓ Insuffisance des ressources financières ;
- ✓ Ponctions budgétaires ;
- ✓ Lenteurs dans la mise à disposition des ressources financières ;
- ✓ Exiguïté des locaux ;
- ✓ Manque de logistique de transports ;
- ✓ Carburant non disponible ;

PERSPECTIVES 2010 :

- Extension des projets de protection sociale des enfants vulnérables dans les départements de Kaolack, Kaffrine, Matam, Kédougou, Mbacké, Tivaoune et Thiès ;
- Mise en œuvre du plan d'action opérationnel pour l'alphabétisation et la protection des enfants mendiants et /ou non scolarisés au Sénégal ;
- Renforcement du cash transfert destiné aux familles vulnérables ;
- Etude qualitative et quantitatives sur les enfants victimes de traite au Sénégal ;
- Formation des acteurs en matière de protection sociale des enfants ;
- Mise en place d'une base de données des enfants vulnérables.